

Le 9 décembre 2005

GROUPE DE TRAVAIL COMMUNAUTAIRE POUR LA LUTTE CONTRE LES CRIMES HAINEUX

Le gouvernement McGuinty a annoncé, aujourd'hui, la nomination de la présidente et des membres du Groupe de travail communautaire pour la lutte contre les crimes haineux. Ce groupe fournira des conseils au procureur général de l'Ontario et au ministre de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels sur des moyens de lutter plus efficacement contre les crimes motivés par la haine. Il proposera des mesures d'amélioration des services aux victimes de crimes haineux et de réduction de la victimisation ciblant des particuliers et des communautés.

La présidente et les membres cerneront les obstacles potentiels à la prestation des programmes et services destinés aux victimes de crimes haineux. Le Groupe de travail consacrera six mois à l'examen des meilleures pratiques de lutte contre les crimes motivés par la haine dans la province, de même qu'à l'échelle nationale et internationale. Il présentera ensuite au gouvernement des recommandations ciblant la portée et les impacts des crimes haineux au sein des collectivités.

Le gouvernement McGuinty a déjà pris un certain nombre de mesures importantes de lutte contre les crimes motivés par la haine :

- Un groupe d'avocats de la Couronne, ayant suivi une formation spéciale sur les lois applicables aux crimes haineux, fournit des conseils juridiques à la police et aux autres procureurs de la Couronne sur des affaires liées à des crimes haineux.
- À la suite d'un récent examen du Manuel des politiques de la Couronne, les politiques de poursuite de la Couronne en matière de crimes haineux ont été mises à jour afin de les mettre au diapason des dernières modifications légales et de tenir compte de l'environnement social actuel touché par les activités motivées par la haine.
- Pour la première fois, les organismes qui fournissent des services aux victimes de crimes haineux ont été invités à demander une contribution du Fonds de la justice pour les victimes, qui est destiné à financer des programmes communautaires offrant des services aux victimes. Douze organismes communautaires ont ainsi reçu au total plus de 500 000 \$ pour contribuer à des services de soutien aux victimes de crimes haineux.

- La Police provinciale de l'Ontario a mis sur pied une Unité de lutte contre les crimes haineux et l'extrémisme au sein de son Bureau des renseignements criminels. Cette unité travaille en étroite collaboration avec ses homologues municipaux et fédéraux à la surveillance et au règlement des questions liées aux crimes haineux.
- Le gouvernement exige que tous les services de police de l'Ontario mettent en place des politiques et procédures régissant la conduite et la gestion des enquêtes sur les incidents de crimes haineux et de propagande haineuse.
- La province octroie un financement de 200 000 \$ pour contribuer à l'expansion de l'Équipe d'enquête sur les crimes haineux et l'extrémisme, regroupant des membres de cinq à dix services policiers. Cette équipe fournit à la police des services spécialisés de soutien aux enquêtes sur des affaires de propagande haineuse, de promotion de génocide, de crimes motivés par la haine et d'extrémisme criminel.
- Toutes les recrues de la police reçoivent une formation sur les crimes motivés par la haine et les préjugés au Collège de police de l'Ontario.

Membres du Groupe de travail communautaire pour la lutte contre les crimes haineux

Présidente

Karen Mock : Forte d'une réputation internationale pour son combat contre les crimes haineux et pour les ressources antiracistes multiculturelles qu'elle a élaborées, Karen Mock est titulaire d'un doctorat en psychologie appliquée de l'Université de Toronto. Les tribunaux l'ont reconnue comme une spécialiste dans le domaine des groupes haineux, de la discrimination résultant des activités des groupes haineux et de l'antisémitisme. De 2001 à 2005, M^{me} Mock a été directrice générale de la Fondation canadienne des relations raciales. Avant sa nomination, elle a passé 12 ans au poste de directrice nationale de la Ligue des droits de la personne de B'nai Brith Canada.

Membres

Marie Chen : M^{me} Chen est avocate à l'African Canadian Legal Clinic. Elle travaille principalement sur des causes-types, des litiges et des interventions représentant les intérêts d'Africains-Canadiens dans des affaires de racisme systémique, de discrimination raciale et de racisme anti-Noirs. Avant 2000, M^{me} Chen exerçait le droit de l'immigration et des réfugiés dans un grand cabinet d'avocats de Toronto.

Germaine Elliott : Membre de la Première nation de Serpent River, M^{me} Elliott est la deuxième vice-présidente de l'Association des Métis autochtones de l'Ontario, où elle est responsable du portefeuille de la santé. Elle a travaillé pendant plus de 25 ans dans les secteurs du développement communautaire et social, des relations raciales et de l'apprentissage interculturel.

Bernie Farber : Président-directeur général national du Congrès juif canadien, M. Farber compte parmi les plus grands experts nationaux sur l'antisémitisme et les droits de la personne. Il a combattu la haine et le racisme et œuvré au renforcement des relations avec les services de police dans l'ensemble du pays pendant plus de 20 ans.

Ijaz Qamar : Partisan du multiculturalisme, du pluralisme et de l'inclusion depuis plus de 30 ans, M. Qamar a travaillé pour le gouvernement du Manitoba, en qualité de coordonnateur des relations avec la collectivité et de chercheur sur les politiques de relations raciales. Il a également été présent sur la scène internationale, en tant que chef de l'équipe d'assistance technique du projet de la Banque mondiale et du gouvernement de Zambie.

Uzma Shakir : Directrice générale du Council of Agencies Serving South Asians, M^{me} Shakir est également présidente de l'Ontario Council of Agencies Serving Immigrants. Outre les 14 années qu'elle a passées dans le secteur des services sociaux, M^{me} Shakir a travaillé comme chercheuse, défenseure et activiste.

Howard Shulman : M. Shulman est coordonnateur du 519 Anti-Violence Programme du 519 Church Street Community Centre. Le programme offre des services de défense et de soutien aux personnes qui ont été victimes de violence ou de harcèlement fondé sur l'orientation sexuelle ou l'identification sexuelle ainsi qu'aux personnes qui vivent une relation de même sexe violente. M. Shulman organise également des ateliers pour les agents de police qui s'occupent de cas de violence familiale.

Anne-Marie Stewart : Ancienne sous-ministre adjointe du Secrétariat ontarien à l'antiracisme et présidente du conseil d'administration d'Interval House, le plus ancien refuge pour femmes battues de Toronto, M^{me} Stewart est forte d'une expérience de plus de 25 ans dans la création et la direction d'organismes efficaces prônant l'équité et la gestion de la diversité.

Jane Tallim : M^{me} Tallim, ancienne directrice de l'éducation pour le Réseau Éducation-Médias, a reçu le prix d'excellence inaugural de la Fondation canadienne des relations raciales. Elle est également spécialiste de l'éducation pour le Provincial Centre of Excellence for Child and Youth Mental Health. Ancienne enseignante, M^{me} Tallim est une experte nationale sur divers problèmes concernant les jeunes dans les médias et sur Internet, dont la haine en ligne.

- 30 -

Renseignements :
Valérie Hopper
Direction des communications
416 326-2202

Available in English

www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca